

LES PAYS DÉBITEURS

Les pays débiteurs à revenu intermédiaire

Depuis 1982, les efforts déployés par de nombreux pays débiteurs pour payer les intérêts de leurs emprunts, privés ou publics, les ont contraints à faire de difficiles ajustements et des sacrifices pénibles. Dans plusieurs cas cependant, l'impossibilité dans laquelle ils se sont trouvés de réduire véritablement le fardeau de la dette a provoqué chez eux des réactions de plus en plus violentes.

La déclaration de 1985 du Groupe de Carthagène réunissant onze pays latino-américains résume assez clairement le point de vue d'un certain nombre de pays. Soulignant la chute impressionnante du niveau de vie en Amérique latine depuis 1980, l'absence de toute croissance économique et l'importante fuite de ressources réelles à l'étranger, les ministres réunis à Carthagène ont indiqué que tous ces facteurs risquaient de compromettre la stabilisation des régimes démocratiques de leurs pays. Ils ont proposé à cet égard un train de mesures susceptibles de favoriser la croissance de leurs économies, notamment:

- le retour des taux d'intérêt réels à leurs niveaux traditionnels; des reports d'échéance et des périodes de sursis plus longues pour le service de la dette;
- un accroissement des flux de capitaux et l'établissement d'une séparation entre dettes actuelles et dettes futures;
- une limitation des mouvements de transferts nets de ressources à l'extérieur des pays débiteurs et un plafonnement éventuel des paiements au titre du service de la dette en regard des recettes d'exportation;
- une forte augmentation des ressources des banques multilatérales de développement assortie d'un assouplissement des conditions imposées;
- dans le cas de la dette publique, une restructuration pluriannuelle du principal et une capitalisation des intérêts pour les débiteurs qui auraient besoin de telles mesures, sans que les créanciers interrompent pour autant leurs crédits à l'exportation;
- l'élargissement de l'instrument de financement compensatoire du FMI;
- la suppression des conditions trop restrictives imposées par la Banque mondiale ou le FMI;
- la suppression des mesures commerciales protectionnistes limitant ou fermant l'accès aux marchés des pays développés.